

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
d'Adduction d'Eau Potable
et d'Assainissement
de la région de La Brède
4, avenue de la Gare
33650 St Médard d'Eyrans
Tél : 05.56.72.01.15
Fax : 05.56.72.64.03

St Médard d'Eyrans, le 24 octobre 2023

Service ADS
Communauté des Communes de Montesquieu
1 allée Jean Rostand
33651 MARTILLAC

Objet : Avis sur la demande de PA n°0332742300004 – Lotissement d'une zone d'Activité route de Bernin - Commune de Martillac. Parcelles n°20,22, 23, 24, 25, 26, 28, 614 et 1177 section C d'une surface de 168092 m²

Madame,

Vous nous avez consultés pour avis sur le PA n°0332742300004 concernant la création de 9 Lots pour construction de bâtiments à usages d'activités mixtes (activités artisanats ainsi que des bureaux d'accompagnement aux activités) sur un terrain situé route de Bernin sur la Commune de Martillac dont le demandeur est le Groupe CTI.

J'émetts un avis favorable à la demande en ce qui concerne l'assainissement sous réserve d'établir un branchement par Bâtiment (prévoir également un regard de raccordement indépendant pour chaque local d'entreprise lorsque plusieurs locaux sont disponibles dans un même bâtiment). Les branchements doivent être prévus avec obturateurs. Ils seront retirés par le délégataire après réception conforme des installations de raccordement privé des divers locaux d'entreprise. Le lotissement sera raccordable à un branchement en refoulement tiré depuis la station d'épuration de Martillac jusqu'au point de raccordement mentionné sur les plans en limite du domaine public privé. Ce branchement sera muni d'un regard avec clapet vanne au point de raccordement ainsi que d'un débitmètre télégréré sur le site de la station (sectorisation). Un poste de relevage correctement dimensionné pour déverser jusque sur le site de la station d'épuration devra donc être mis en place par le lotisseur sur le lotissement. Au niveau du lotissement le poste de relevage et son refoulement, privés, doivent rester en permanence accessibles pour leur exploitation et leur renouvellement éventuel. La demande de raccordement devra être faite à SUEZ EAU FRANCE (Tél : 0977408408). La Participation à l'assainissement collectif sera due au SIAEPA de la Brède par les demandeurs des Permis de construire. Son montant est fonction de la surface du projet et de l'activité prévue. Une demande de droit au raccordement devra être réalisée par le propriétaire et l'exploitant s'il n'est pas le même pour chaque local d'entreprise à venir.

En eau potable, ainsi que pour la défense incendie, des demandes de raccordement au réseau public devront être faite à SUEZ EAU FRANCE (Tél : 0977408408).

Un compteur général pour l'eau et un pour la défense incendie doivent être mis en place en limite du lotissement. Chaque lot doit être pourvu d'un compteur divisionnaire : une convention devra être prévue pour la gestion de ces compteurs.

Il conviendra, en ce qui concerne l'eau potable et l'assainissement, de respecter les prescriptions techniques de SUEZ EAU FRANCE. Les réseaux et ouvrages devront être conformes aux fascicules 70 et 71, ainsi qu'aux cahiers des charges de SUEZ EAU FRANCE.

Les plans d'exécution du projet et cahiers des charges relatifs aux réseaux EU et AEP ainsi que pour le poste de relevage doivent être soumis pour avis à SUEZ EAU FRANCE.

Les services de SUEZ EAU FRANCE devront être conviés à suivre les travaux et les essais de réception (réalisés par une entreprise accréditée Coffrac) devront lui être fournis pour validation avant dépôt des Permis de construire : passage caméra sur réseau et branchements (rapport et DVD), test d'étanchéité du réseau et des branchements, test de compactage des tranchées, plans de recollement géoréférencés en format DWG et PDF, tests de réception du poste et refoulement.

Lors d'une demande d'intégration des VRD sous domaine public, un passage caméra (réseau et branchements) et test à la fumée datant de moins de 6 mois seront demandés (les entreprises missionnées pour ces contrôles devront être accréditées Coffrac), ainsi que le contrôle en privé de bon raccordement de tous les lots. Les plans avec réseaux géoréférencés en classe A (conformément aux modalités du décret 2011-1241 du 5 octobre 2011 et arrêtés du 15 février et 28 juin 2012) et descriptifs techniques des équipements devront également nous être fournis. Un contrôle de compactage des tranchées réalisées par le lotisseur devra avoir été réalisé dans le cadre des essais de réception.

Espérant avoir répondu à votre demande, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Président du Syndicat
Jean-André LEMIRE

